



Etienne Mouniélou
Référent débat des
Jeunes Démocrates
d'Alsace.

JEUNES DEMOCRATES

Les sirènes de la proportionnelle

Corollaire du pluralisme, synonyme de représentativité, symbole de la diversité, le scrutin proportionnel n'est pas seulement cette faiblesse des populismes. Elle met un terme définitif à ce qu'Alexis de Tocqueville appelait dans son livre « De la Démocratie en Amérique » la « tyrannie de la majorité ». Et elle anéantit toute idée de vote utile.

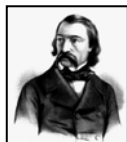
Néanmoins, malgré ses vertus, elle ne manque pas de défauts. Délicate, elle n'est pas l'amie de la pédagogie, sur laquelle toute démocratie repose nécessairement. Mais elle est aussi et surtout un appât à électeurs, attirant les petits partis politiques vers un festin qui masque un hameçon bien aiguisé.

Remontons donc la ligne.



La proportionnelle consiste en un système électoral qui se veut aussi équitable que démocratique. Les partis proposent une liste de candidats à l'ensemble des citoyens. Deux procédés peuvent encadrer ces élections. Soit, le vote par listes bloquées, où l'électeur ne se prononce qu'en faveur d'une seule et même liste, laissant le classement interne décider des prioritaires. Soit, le vote dit préférentiel, où l'électeur désigne les candidats qui suscitent son intérêt au sein de la liste. Par la suite, les sièges seront attribués en fonction de ces résultats. Le quotient électoral n'étant pas infaillible, il restera presque toujours des sièges à pourvoir.

Et sur cette question, les systèmes accordent leur préférence à la méthode dite du plus fort reste ou à la méthode dite de la plus forte moyenne.



On a peine à croire que c'est un Français, Victor Considerant, qui ait conçu ce mode de scrutin. Grand ennemi du bonapartisme, dont on comprend que la manie du plébiscite n'ait guère séduit ce républicain de la première heure, il a même su exporter ses méthodes dans son exil : la Belgique, qui utilise à ce jour la plus complexe d'entre elles.

Ainsi, on cerne les évidents bienfaits de ce scrutin que l'on imagine adapter aux élections législatives, tout autant que les évidents inconvénients. Et il n'en manque pas. Autorité renforcée des partis, instabilité des coalitions, morcèlement du paysage politique, réformes difficiles devant l'éclatement des formations...

En Allemagne, on conteste avec virulence le cas des circonscriptions dites « assurées » à tel ou tel parti. Le « *gerrymandering* », ce mode de découpage des circonscriptions, engendre des énormités électorales surprenantes. A Hambourg, les habitants cumulent pas moins de dix voix. Les partis de la ville hanséatique présentent des listes composées de cent vingt-et-un candidats. Pour l'illustrer ces difficultés « *proportionnelles* », Arte diffuse la série « *Borgen, une femme au pouvoir* », prenant pour décor le théâtre politique danois.



Inutile d'aller plus loin. Seul le scrutin mixte est viable, et c'est ce qui est adopté dans tous les pays européens. Que l'on ne s'égare pas, l'essentiel des élections françaises sont effectuées dans le cadre de la proportionnelle : les sénatoriales (pour les départements en élisant plus de quatre), les régionales, les européennes, et même les municipales des grandes communes.

Pour autant, une fièvre de la proportionnelle semble agiter les élections présidentielles françaises. Ce n'est pas la première fois que ce thème revient. On se souvient d'elles pour les législatives de 1986. Mais chaque campagne est l'occasion pour les « *grands* » de s'attirer la sympathie des « *petits* ».

Les sirènes pêchent à merveille.

Les extrêmes et les écologistes souhaitent une instauration de ce scrutin pour les législatives, les autres affirment vouloir insérer à l'actuel une « *dose* », une « *part* » et pour l'un d'entre eux, un « *quart* ». Dans tous les cas, elle est à la « *marge* ». Aumône et espoir.

Gardons seulement en tête que la proportionnelle ne changera pas la donne. Elle n'est que le reflet d'une même expression démocratique. Une nouvelle conception, une nouvelle approche, une nouvelle perception, mais pas de bouleversement. On le voit bien, ceux qui sont en tête lors du scrutin majoritaire le sont tout autant à la proportionnelle. Elle n'est en rien un remède miracle, les élections européennes de 2009 l'ont bien montré.



Également, puisque concrètement, c'est de ça qu'il est question, est-ce une bonne chose de mélanger ces deux scrutins ? La mixité n'entraînera-t-elle pas la disparité ? Si le Parlement est la voix de la Nation « *une et indivisible* », sommes nous réellement prêt à envisager qu'il y ait deux catégories de députés ? Ceux qui se seront confrontés au Peuple, au suffrage, au débat, à la confrontation démocratique et ceux qui bénéficieront simplement des bonnes grâces des partis qui les placeront confortablement sur de précieuses listes ?

Ces nouveaux députés ne pourront en aucun cas prétendre à une quelconque légitimité. A vouloir à tout prix imposer les idées plus que les hommes, on oublie que celles-ci ne peuvent pas lever la main.

Alors que l'on parle de VIe République, c'est la IVe et ses déboires qui reviennent ainsi sur le devant de la Seine.

La proportionnelle ne convient pas à l'Assemblée Nationale.

Mais il existe d'autres espaces démocratiques. On l'a vu, au niveau local, la proportionnelle a sa place, et c'est tant mieux. Cependant, que pourrait-on faire à l'échelon national ?

Le Sénat, qui assure « *la représentation des collectivités territoriales de la République* », pourrait être entièrement élu selon ce scrutin, pas seulement une partie, mais bien tous les sénateurs. Cela permettrait aussi que ce vote, capital pour les enjeux du pays, soit entre les mains d'un corps électoral averti, connaisseur, et qui est d'ores et déjà conscient de la responsabilité qui est la sienne.

En vérité, la démocratie se doit d'aller au-delà de ces clivages. La souveraineté des peuples ne peut plus se focaliser sur des affrontements idéologiques et antagonistes. C'est dans l'échange et la transmission que l'on sera en mesure de faire face aux défis qui nous attendent. Ce débat sur la proportionnelle n'a même pas lieu d'être, il avait sa place au siècle précédent.

Le mur est tombé.

Derrière ces icônes, c'est une vision d'ensemble qu'il convient, non pas de renverser, mais d'améliorer. C'est dans la pratique, dans les habitudes, dans la vie politique elle-même que se trouve la solution.

Apprendre à se considérer l'un l'autre.
Et on appelle ça la République.

Etienne Mouniérou
n°3 13/03/2012

